

LUC FERRY

LA SOCIÉTÉ MÉDIATIQUE
EN QUESTION

ASSERVIES aux contraintes de l'audimat, soumises à l'impérieuse logique du spectacle et du divertissement, la culture et l'information médiatiques ne sont-elles pas en voie de perte ? Pour des raisons techniques autant qu'idéologiques, la rapidité primerait sur l'exigence de sérieux, le vécu sur le conçu, le visible sur l'invisible, l'image-choc sur l'idée, l'émotion sur l'explication. Après celles de l'« État culturel », ce sont ainsi les illusions et les vanités de la « société médiatique » qu'il faudrait dévoiler. A juste titre, semble-t-il, nombre d'intellectuels sont aujourd'hui préoccupés. Après Paul Virilio, Milan Kundera et quelques autres, Régis Debray dénonce longuement dans son dernier livre¹ cette confusion, redoutable à ses yeux, de l'information et de la « communication » : « Qu'ai-je appris sur la réalité économique, politique, culturelle, géographique du Bangladesh, de la Somalie, du Kurdistan, de la Bosnie, etc., à la fin de la séquence du journal télévisé ou du "spécial" de nos envoyés spéciaux ? Rien... Pourquoi cette guerre civile, comment, depuis quand, avec quels effets à moyen et à long terme ? Cela ne sera pas dit... » Au final, la seule chose que nous apprendrions, c'est qu'il y a là quelque catastrophe, une part du malheur du monde, des victimes, toutes équivalentes, interchangeables, tout juste bonnes à alimenter les préoccupations d'un humanitaire lui-même de part en part médiatique. Critique de fond, s'il en est : car c'est ainsi tout ce qui ne se voit pas, tout ce qui ne peut faire l'objet d'une image qui serait tu. C'est-à-dire l'essentiel, à commencer par le poids concret de l'histoire et des significations, chaque fois particulières,

1. *L'État séducteur*, Gallimard, 1993.

qu'une situation catastrophique recèle dès qu'on approfondit un tant soit peu les choses.

L'étrange, si l'on y réfléchit, est que cette mise en question des médias, qui reçoit ses lettres de noblesse chez des intellectuels réputés mais *volontiers* marginaux, s'intègre si aisément au prêt-à-penser le plus attesté. Sans qu'on y prenne garde, elle accède tout doucement au rang de discours constitué, disponible sur ce qui ressemble fort à un marché des idées. Bien plus, c'est chez les journalistes qu'elle trouve ses porte-parole les plus empressés. Car sa force lui vient d'abord du fait qu'elle s'enracine dans des hauteurs philosophiques flatteuses (en gros, la critique d'une masse abêtie, aliénée par « la société du spectacle »), tout en puisant dans l'actualité mille petits faits bien réels qui viennent lui donner l'allure d'une vérité empirique incontestable. Elle rencontre ainsi des échos multiples : il n'est pas un journaliste conscient du sens de son métier, pas un citoyen responsable qui ne soit, à un moment ou à un autre, consterné par telle ou telle de nos pitreries cathodiques. Pas un non plus qui ne s'identifie plus volontiers à la lucidité supposée du point de vue, forcément élitiste, de la critique plutôt qu'à celui d'une populace manipulée. Non seulement nous avons tous en mémoire de récents phénomènes de désinformation grave (la « couverture télé » de la révolution roumaine ou de la guerre du Golfe), mais il n'est pas besoin d'être grand clerc pour dénoncer les risques d'une trop grande médiatisation de la justice ou percevoir la « vulgarité » des « reality-show », les dangers du zapping prolongé pour le cerveau de nos enfants ou le faible taux philosophique du « juste prix ». Il faut même avouer que la réalité dépasse les espérances de tout intellectuel critique normalement constitué qui voit là, après l'effondrement des cibles habituelles du gauchisme culturel, la résurgence inespérée de nouveaux motifs d'affliction. Pourtant, il me semble qu'on peut, qu'on doit même, faire contre cette nouvelle rhétorique deux objections de fond. Non pour légitimer l'état de fait, dont c'est peu dire qu'il n'a rien de réjouissant, mais, tout au contraire, pour porter le fer au seul niveau où il a quelques chances de produire de salutaires effets.

Commençons par le diagnostic. Lorsqu'on reproche à l'information de gommer la profondeur historique des drames qu'elle visualise, de quoi parle-t-on au juste ? Croit-on sérieusement que les reportages sur la Bosnie ou sur la Somalie auraient décervelé une population républicaine, consciente et informée, qui de toute éternité aurait brillé par ses compétences incomparables quant à l'histoire de ces deux pays ? A quel âge d'or mythique fait-on, ici, référence ? La réalité, de toute évi-

dence, est que l'immense majorité du public ignorait *jusqu'à l'existence même* de la Bosnie et de la Somalie avant que la télévision ne s'empare de leur sort. Sa vraie difficulté est tout autre qu'on ne le dit : elle tient au fait qu'on ne peut, chaque soir, enseigner l'alphabet, refaire un cours sur l'histoire de l'Europe orientale ou de l'Afrique. Le but essentiel d'une information ne peut être, dès lors, que de sensibiliser, d'abord, puis de donner l'envie ou le courage d'aller y voir de plus près, dans la presse écrite, puis dans les livres. Or de ce point de vue, rien ne permet d'affirmer que les reportages consacrés à ces deux sujets aient tout à fait manqué leur objectif. On vit même quelques émissions remarquables (je pense, entre autres, à « Géopolis », aux deux « Marche du siècle » consacrées à la Bosnie, à certains débats organisés au « Soir 3 » de Christine Ockrent...), où il fut loisible à tout un chacun de se former une opinion. La télévision jouait son rôle : il y avait, certes, du « spectacle », c'est-à-dire de l'émotion, mais aussi, autant qu'il est possible à l'image, de l'intelligence et du savoir. Charge au téléspectateur, mais c'est tout de même un minimum, de poursuivre de son propre chef l'analyse. On dira que de tels exemples sont trop rares, et on aura sans doute raison. Ils prouvent à tout le moins que la chose n'est pas impossible. Est-on bien certain, au demeurant, qu'à les multiplier jusqu'à franchir des seuils de lassitude, on y gagnerait outre mesure ? Méfions-nous de la confusion des genres : la télévision doit rester, qu'on le veuille ou non, un spectacle, elle doit, même dans ses missions culturelles, davantage *donner à penser* que mettre en scène la connaissance en tant que telle. L'image ne peut ni ne doit remplacer l'écrit. Pourquoi méconnaître cette évidence ?

129

Parce que l'esprit de cette critique, ce qui l'anime en profondeur, reste encore dissimulé. Son enjeu véritable est ailleurs : dans la poursuite de la lutte contre une « civilisation occidentale » qu'il s'agit moins d'améliorer ou de réformer que de condamner sans recours. Et c'est là que le débat sur les médias rencontre une interrogation de fond propre à nos sociétés démocratiques : sont-elles encore capables de formuler un projet qui vaille pour le monde entier, comme elles le pensaient encore aux temps héroïques de l'avènement des républiques ? Doit-on, peut-on encore aujourd'hui, comme le firent tant d'intellectuels depuis le début de ce siècle, accepter que l'intelligence ne serve qu'aux fins d'une déconstruction radicale ? Ne faut-il pas, enfin, voir en face la situation qui est la nôtre : une Europe au passé grandiose et prometteur, mais fatiguée de ses propres espérances, menacée de toutes parts, qui ne croit plus dans ses valeurs et ne réagit aux défis de l'avenir que par la

haine de soi ou l'indifférence ? Comment ne pas voir que la critique, si salutaire en elle-même, ne vaut rien lorsqu'elle s'exerce au nom des seules nostalgies ?

On touche ici la seconde objection : naguère encore, la dénonciation des « appareils idéologiques d'information » était le fait de penseurs *réellement* marginaux. Or les nouveaux contempteurs du petit écran sont le plus souvent des intellectuels hypermédiatisés, voire, comble du paradoxe, des stars des médias. Je me souviens encore d'avoir vu, quelque peu éberlué, Jean-Marie Cavada présenter le philosophe Paul Ricœur en soulignant, comme s'il s'agissait en soi d'une vertu, qu'il passait rarement à la télévision ! Fort bien. Mais, dans ces conditions, il faut aller plus loin et réfléchir au sens que peut encore avoir une dénonciation ultra-médiatique des médias. Comme celui qui
130 déclarerait avoir été sur un bateau qui fit naufrage sans laisser de survivant, le médiatique anti-médias oublie tout simplement sa propre position dans le champ. Il nous confronte ainsi à une question digne des meilleurs sujets de science-fiction : le quatrième pouvoir est-il, par ce qui apparaît dès lors comme une *autocritique*, comme une *dénonciation de la société du spectacle par elle-même*, en voie de se doter de contre-pouvoirs ou, au contraire, de s'immuniser contre eux en les englobant tant et si bien qu'il équivaldrait à un nouveau Léviathan ?

On comprend peut-être ainsi pourquoi la critique des médias, parce qu'elle doit passer par les médias eux-mêmes, ne peut affecter l'air hautain de qui vient d'ailleurs. Seule est pertinente la critique interne, c'est-à-dire celle qui ne s'exempte pas de la société qu'elle tend à réformer. C'est donc pour des raisons de fond que l'unique contre-pouvoir au quatrième pouvoir se trouve sans doute dans l'éducation. Peut-être faudrait-il développer, dès l'école primaire ou du moins les petites classes du lycée, un véritable enseignement sur les médias : comment ils sont faits, les contraintes techniques, économiques, voire politiques, qui pèsent sur eux, comment ils peuvent, parfois, manipuler avec une facilité déconcertante, mais aussi quels services ils rendent à la démocratie. Car toute la difficulté, comme le rappelait récemment, lors d'un colloque, le philosophe israélien Yirmiahu Yovel, vient du fait que le quatrième pouvoir est tout à la fois un pouvoir non élu et, pourtant, une des pièces maîtresses de notre univers démocratique dans la mesure où il peut et doit légitimement exercer une fonction critique à l'égard de tous les autres pouvoirs. Le paradoxe est donc flagrant et c'est lui, entre autres, qu'il faudrait faire comprendre à nos enfants au même titre qu'il conviendrait de leur donner des rudiments d'instruction civique : les

médias possèdent un rôle d'intérêt général (en tant que lieu d'exercice de la critique du pouvoir), mais ils sont, c'est l'évidence, constamment soumis à la contrainte de servir des intérêts particuliers. A commencer par le plus manifeste d'entre eux : l'impératif de l'audimat ou de la vente. Et comme la critique des médias ne pourra se faire, ainsi qu'on l'a suggéré, que dans les médias, comme, d'un autre côté, chaque individu isolé n'a aucune emprise sur un objet qui lui échappe de toute part (imaginons la situation lorsque nous aurons accès à plusieurs centaines de chaînes !), c'est sur cet individu qu'il faut d'abord agir pour lui donner les moyens de garder les distances sans lesquelles il n'est point de réflexion. C'est tout simplement, à travers cette question apparemment particulière, l'avenir de la culture dans les sociétés démocratiques qui est en jeu.

131

Mais la critique apocalyptique ne se limite pas au petit écran. Elle veut atteindre les valeurs *libérales* qui forment à l'évidence l'arrière-fond du pluralisme médiatique, à commencer, cela va de soi, par l'idéologie individualiste qui constitue le ferment intellectuel des droits de l'homme. On aurait pu croire, il y a peu encore, que l'idéologie humanitaire allait, avec ou sans l'écologie, prendre le relais des utopies défuntes, qu'elle pourrait bien être, comme l'a souvent dit Bernard Kouchner, « la nouvelle politique de demain ». La codification par l'ONU d'un nouveau droit d'ingérence semblait consacrer les efforts de ceux qui, au sein des organisations non gouvernementales, avaient depuis longtemps déjà tenté d'organiser la lutte contre « le malheur des autres ». Et voici qu'aujourd'hui des journalistes, des essayistes, des hommes politiques, voire des médecins appartenant eux-mêmes à des organisations humanitaires, multiplient les objections contre ce qui semblait hier encore l'incriticquable même. Comment comprendre un tel changement d'humeur et, surtout, comment l'évaluer ?

La question est d'autant plus délicate que les critiques adressées le plus communément à ce qu'on nomme, sans faire de détail, « l'action humanitaire » sont de nature et d'horizon très divers : elles touchent aussi bien à la morale qu'au droit, à la politique qu'à la stratégie. Un simple repérage suffit pour s'en convaincre. Sur le plan éthique, on reproche volontiers au « droit-de-l'hommeisme » de verser dans un « universalisme abstrait » et désincarné, oublieux des réalités historiques qui, seules, permettent de comprendre le sens véritable des

conflits humains. Bien plus, on soupçonne la nouvelle charité de faire trop bon ménage avec le « business » : pour l'essentiel, elle servirait à déculpabiliser les téléspectateurs tout en assurant le succès médiatique de ses promoteurs. C'est ici la vertu des intentions qui devient suspecte. Au niveau politique, nos malheureux médecins ne sont guère mieux servis : déculpabilisante, l'action humanitaire médiatisée permettrait, comme ce fut, dit-on, le cas en Bosnie, de fournir un excellent alibi à l'inaction politique, sinon à la lâcheté des Occidentaux. Dans le tiers monde, en revanche, où elle semble parfois plus réelle (voir le cas, pourtant très contesté, de la Somalie), elle ne serait en vérité que le bras armé d'un néo-colonialisme soucieux de dissimuler son nom. Le « nouvel ordre international », dont on fit si grand cas au moment de la guerre du Golfe, serait une farce, c'est-à-dire, pour appeler un chat un chat, le nouveau visage de l'impérialisme occidental. Ce qui conduit directement aux objections juridiques contre le fameux « droit d'ingérence » : naïveté suprême ou suprême cynisme, qui tenterait de déguiser les nouveaux rapports de force liés, notamment, à l'effondrement du communisme, sous la peau d'un doux agneau. Nul n'ignore, c'est l'évidence, que les relations internationales sont régies par la puissance, non par les sentiments. Du reste, et c'est là le coup de pied de l'âne, les sentiments ne seraient pas, sur le terrain, le guide le plus sûr. L'intervention militaro-humanitaire qui, en Somalie, semblait désintéressée, c'est-à-dire motivée par la seule pression des opinions publiques, tourne, paraît-il, au désastre : les droits de l'homme, c'est bien connu, ne font pas une politique concrète et les bons sentiments n'ont jamais permis de résoudre une crise.

On pourrait développer longuement chacune de ces objections et sans doute en ajouter quelques-unes encore. Il faudra bien, le jeu en vaut la chandelle, tenter de faire la part du vrai. Car, on s'en doute, si l'humanitaire n'est pas aussi angélique qu'on l'a dit parfois, ses critiques ne le sont pour le moins pas davantage. Il en va un peu ici comme de l'antiracisme. On a eu sans doute raison d'en dénoncer la candeur ou la rouerie, mais à quoi bon, si l'on en concluait qu'il équivaut au racisme ? Je veux bien croire que l'humanitaire possède lui aussi sa part d'ombre, mais nul ne peut raisonnablement souhaiter l'avènement d'un monde où il n'aurait plus sa place. Si c'est cela que souhaitent ses contempteurs, qu'ils le disent ! Sinon, qu'ils acceptent de travailler de façon constructive à rendre plus adulte une aspiration qui, après tout, en vaut bien quelques autres.

On objectera peut-être ce paradoxe, qui ne peut manquer de frap-

per les esprits soucieux d'éthique humanitaire. Il tient en deux énoncés : Milosévitch est condamné par tous ; Milosévitch a gagné.

Contrairement à ce qu'on croit dans certains pays musulmans, la condamnation de la Serbie en Occident est tout à la fois (quasi) unanime et sincère. L'opinion publique, les médias et même les classes politiques ne cessent de dénoncer les horreurs de la purification ethnique et nul ne souhaite l'élimination des musulmans de Bosnie. Pour le dire tout net : le décalage entre les principes et la réalité ne tient pas à je ne sais quelle hypocrisie occidentale, mais plutôt à une impuissance qu'on peut bien, si l'on veut jouer au moraliste, nommer faiblesse ou lâcheté. Mauvaise foi, couardise, démission : tels sont les termes par lesquels ceux qui se réclament d'une éthique plus haute que la politique décrivent aujourd'hui l'attitude de l'Europe. Je les comprends, bien sûr, et pourtant je crains que ce discours moral, voire moralisateur, ne passe tout à fait à côté de la question essentielle : celle des limites, déplorables mais réelles, du devoir d'assistance, qu'il soit militaire ou simplement « humanitaire » au sens que l'expression revêt aujourd'hui dans le débat public.

133

Prenons d'abord garde à ceci : en principe, l'extension du devoir d'assistance est infinie (il s'étend à l'humanité tout entière et non seulement à nos proches) et totale (il peut requérir jusqu'au sacrifice de la vie). C'est dire que le sujet idéal d'une telle obligation serait non seulement une personnalité héroïque, mais, qui plus est, un héros d'un genre nouveau : l'héroïsme abstrait. Historiquement, en effet, l'idée d'assistance humanitaire appartient à l'héritage de l'universalisme inhérent aux déclarations des droits de l'homme. Il repose sur l'idée que tout homme possède des droits, abstraction faite de son enracinement dans telle ou telle communauté particulière – ethnique, nationale, religieuse, linguistique ou autre. Ce pourquoi, du reste, il est une idée typiquement moderne et occidentale : on n'a jamais vu, que je sache, d'organisation humanitaire à vocation universelle émaner d'ailleurs que des zones d'influence européenne. Non que le devoir d'assistance soit inconnu des sociétés traditionnelles : à l'évidence, toute morale, y compris ancienne, et bien entendu aussi toute religion comportent en elles l'idée d'un devoir de charité. Mais le plus souvent, il reste limité à la communauté particulière que définit chaque tradition. La solidarité ne s'étend pas jusqu'à l'humanité entière au lieu que le devoir d'assistance humanitaire appartient à l'espace ouvert par l'avènement, après la Révolution française, d'un univers laïque qui, justement parce qu'il rompt avec les traditions particulières, prétend s'élever jusqu'au cosmopolitisme universel.

Et c'est à cela que tient le formidable décalage entre les principes et les faits. Car la laïcité, qui est bien la condition d'apparition des éthiques universalistes, implique un double mouvement qui en rend la réalisation difficile, sinon improbable. D'un côté, nous assistons certes à ce que l'on pourrait nommer une « sacralisation », pour ne pas dire une « divinisation » de l'homme : alors que nos prédécesseurs pouvaient encore mourir pour Dieu, voire encore, comme Péguy, pour la « Patrie », nous ne sommes plus guère disposés à sacrifier notre vie que pour d'autres êtres humains. A commencer par ceux qui nous sont le plus proches : nos enfants, nos parents, nos amis... Mais du même coup, hors de ces proches, il n'est plus aucune entité sacrée, aucune valeur transcendante pour laquelle le sacrifice irait de soi. Comme le disait récemment Robert Badinter, la formule du devoir d'assistance 134 pourrait être la suivante : « Ne laisse pas faire à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse. » Elle marque sans nul doute un progrès par rapport à celle qu'elle démarque. Mais faute d'intermédiaire efficace entre la sphère privée et l'universel abstrait, il est à craindre qu'elle reste pour une large part encore lettre morte. Face à un projet aussi fragile, on peut parier sans grand risque sur les effets dévastateurs d'une critique de la société médiatique menée dans le style revisité des années soixante. A défaut d'avoir de grands desseins, les intellectuels « de gauche », qui s'offrent encore le luxe de grandes nostalgies, ne ménageront pas leurs forces. Le démocrate se gardera bien de hurler ici avec les loups.